

fin du mois précédent et à 2,000 à la fin du mois dernier, soit 3 à 400 de plus.

\* \* \*

### LA FONCTION PUBLIQUE

#### LA DEMANDE DE SUPPRESSION DES BÂRÈMES RÉGIONAUX DE SALAIRES

**M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Elle concerne la recommandation de l'Alliance de la Fonction publique au sujet de la suppression des zones de salaire. Le ministre envisage-t-il d'instituer une zone de salaire identique pour tous les employés fédéraux?

**L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor):** Monsieur l'Orateur, les instances officielles présentées par l'Alliance de la Fonction publique au sujet des barèmes régionaux de traitement ne correspondent pas exactement avec la déclaration que vient de faire le député.

**M. l'Orateur:** Passons à l'ordre du jour.

\* \* \*

### LES SUBSIDES

L'ordre du jour appelle: Prise en considération des subsides.

**M. l'Orateur:** Compte tenu des discussions d'hier soir, je crois que la meilleure façon de procéder serait de faire l'appel des deux motions de subsides l'une après l'autre. Je crois qu'on a convenu que si elles ne sont pas proposées, nous pourrions alors, conformément au Règlement, en revenir aux travaux du gouvernement.

[Français]

**M. Gauthier:** A reporter.

[Traduction]

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Monsieur l'Orateur, pour les raisons indiquées hier soir par mon chef et le leader du gouvernement à la Chambre je ne souhaite pas aller plus avant avec cette motion pour le moment.

**M. l'Orateur:** Les motions sont reportées.

### ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

#### LA POLLUTION

#### LA FUITE DE PÉTROLE A CHERRY POINT—PROJET DE RENVOI DE LA QUESTION À LA COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Pringle:

Que, en raison des dégâts subis au Canada et aux États-Unis par suite de la récente fuite de pétrole à la raffinerie de Cherry Point, la Chambre exprime l'avis qu'il est urgent de saisir la Commission mixte internationale des répercussions actuelles et futures sur l'environnement du transport de pétrole dans les étranglements du détroit Juan de Fuca, du détroit de Géorgie et de la baie Puget, et des mesures à prendre pour réduire les risques, et demande au secrétaire d'État aux Affaires extérieures de transmettre immédiatement le texte de cette motion au gouvernement des États-Unis.

Et de l'amendement de M. Nielsen (p. 2969).

[Français]

**M. Roch La Salle (Joliette):** Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Joliette invoque le Règlement.

**M. La Salle:** Monsieur le président, je regrette d'être de nouveau obligé de vous demander un renseignement. J'aimerais savoir si la Chambre a toujours besoin du consentement unanime pour reprendre l'étude de la motion de l'honorable député de Fraser Valley-Est (M. Pringle).

**M. l'Orateur:** Pas aujourd'hui.

[Traduction]

**M. David Lewis (York-Sud):** Monsieur l'Orateur, j'aurais un mot à dire au sujet des raisons pour lesquelles nous renonçons à notre journée de l'opposition aujourd'hui. Il est clair, à mes yeux comme à ceux de mes collègues, que si la motion du député de Fraser Valley-Est (M. Pringle) était sérieuse et considérée comme telle par le gouvernement et si le parti libéral à la Chambre, au lieu de faire de la politicaillerie s'intéressait à ce que la motion soit approuvée par le Parlement, il a mal agi en ajournant le débat hier de façon à ce que la motion reste au *Feuilleton* pour Dieu sait combien de mois. Si, d'autre part, les députés ministériels, comme nous tous de l'opposition, prenaient au sérieux la question soulevée par le député de Fraser Valley-Est, et qu'une démarche approuvée à l'unanimité par le Parlement auprès du gouvernement des États-Unis se révélait utile, nécessaire et souhaitable, on aurait dû terminer le débat sur cette motion aussitôt que possible. On aurait dû mettre la motion aux voix le plus tôt possible, puisqu'il devait s'agir nous le savons d'un vote unanime, afin que motion et amendement, les cas échéant, puissent aboutir au gouvernement des États-Unis, comme prévu.